

Suspension de l'écotaxe. C'est la Bretagne qui perd.

- qu'avant d'en arriver là, les principaux acteurs patronaux de l'agro-alimentaire ont refusé le dialogue et la concertation, préférant instaurer, par la violence, un inacceptable rapport de force.
- que la question de la taxe poids lourds n'est qu'un écran de fumée destiné à masquer leurs responsabilités dans la faillite du modèle agro-alimentaire breton.
- que ce sont bien les salarié-e-s, les victimes des choix productivistes de leurs dirigeants.

EELV Bretagne

- demande instamment, qu'indépendamment de la taxe poids lourds, la situation des salarié-e-s de l'agro-alimentaire soit examinée avec attention et que des mesures significatives soient prises immédiatement en leur faveur (plan d'urgence, allongement des durées d'indemnisation...) ;
- s'insurge contre le fait, qu'une fois de plus, le gouvernement ait renoncé à une mesure allant dans le sens de la transition écologique ;
- souligne avec force que la Bretagne va, avec cette suspension, perdre 135 millions pour les infrastructures ferroviaires et portuaires dont elle manque cruellement.

Ce n'est pas la suspension de la taxe poids lourds qui va permettre à l'économie bretonne de sortir de marasme. Bien au contraire !

Notre région va être, une fois de plus, victime de la volonté de certains de faire perdurer un modèle économique dépassé et

qui a failli.